



# GROUPE INTERSUD

FACILITATEUR DE CHIFFRE D'AFFAIRES

## Lettre d'information n°111-Mai 2026

*Cette lettre vous est proposée par INTERSUD, AFRECO, G2C et GCI et sera diffusée à leurs fidèles clients*

### **Hydrocarbures, les chiffres de la dépendance**

*Alors que la crise au Moyen-Orient met les marchés de l'énergie sous tension, l'économie française reste très dépendante aux hydrocarbures. Une dépendance parfois invisible et souvent explicable par la complexité des chaînes de production et l'ultra-transformation des produits. Aucun secteur n'est pas l'abri d'un choc pétrolier. Une raison supplémentaire pour se pencher sur le modèle économique de ses clients et fournisseurs. Le constat en quelques chiffres.*

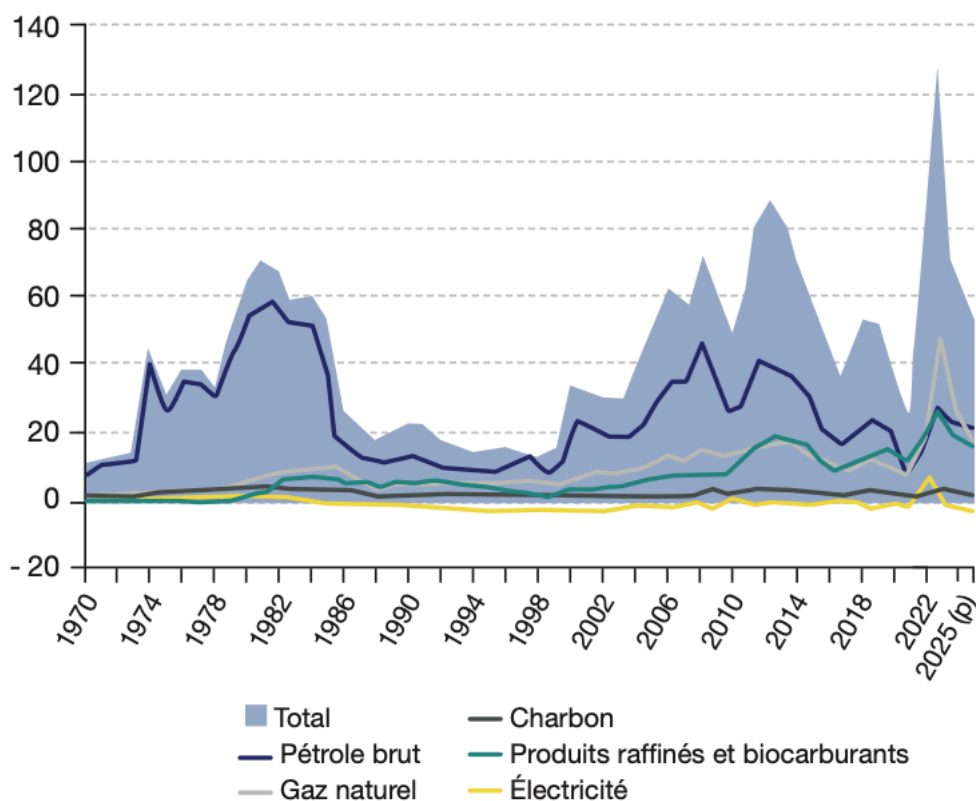
#### **45,8 milliards d'euros**

Tel était, en 2025, le montant de la facture énergétique française selon [le bilan énergétique provisoire de la France](#), publié en avril dernier. Comparé au produit intérieur brut (PIB) de l'hexagone – [un peu moins de 3 000 milliards d'euros en 2025 selon l'Insee](#)-, cette facture ne pèse pas lourd : environ 1,5%.

Pour comparaison : en 1974, lors du premier choc pétrolier, cette facture avait atteint **44,7 milliards d'euros**, en euros 2025. Si le montant est donc presque équivalent, à l'époque, le PIB français était presque trois fois moindre et le poids de la facture pétrolière environ trois fois plus lourd.

## Graphique 2 : facture énergétique de la France

En milliards d'euros 2025



(p) = provisoire.

Champ : jusqu'à l'année 2010 incluse, le périmètre géographique est la France métropolitaine. À partir de 2011, il inclut en outre les cinq DROM.

Source : SDES, Bilan de l'énergie, enquête mensuelle sur la statistique gazière

Quel montant la facture atteindra-t-elle en 2026 ? Personne ne le sait tant la situation géostratégique au Moyen-Orient est incertaine. Mais une chose est sûre : toute hausse de 10 dollars du baril de pétrole se traduit par une dépense supplémentaire de **5 à 7 milliards d'euros pour la France**.

### 40% de l'énergie

61% de la production primaire d'énergie française était, [en 2024](#), d'origine nationale. Un record : en 1974, ce taux n'atteignait qu'environ 25%. Toutefois, cela signifie que les hydrocarbures représentent toujours environ 40% de l'énergie dans le pays. Dans certains secteurs, ce pourcentage est bien plus élevé.

### 90%

Le pétrole représente environ 90% des besoins de carburant dans les transports, qu'ils soient routiers, maritimes ou aériens. La chimie, la pétrochimie, la sidérurgie, les industries des matériaux restent également extrêmement dépendantes au gaz et au

pétrole, qui représentent parfois plusieurs dizaines de pourcents de leur valeur ajoutée. Les hydrocarbures y servent d'intrants (pétrochimie, chimie), mais aussi de moyen pour produire la chaleur indispensable aux process industriels.

Tous ces secteurs sont déjà impactés par les événements récents, à l'image des compagnies aériennes, qui ont annoncé des suppressions de vols pour les semaines à venir. Par effet ricochet, les aéroports les plus petits pourraient se trouver fragilisés.

### **15 à 35% des charges**

Il en va de même pour l'agriculture, qui, entre le carburant de ses engins et ses produits phytosanitaires, affiche une dépendance importante aux hydrocarbures. Pour les grandes cultures, les engrais représentent entre 15 % et 35 % des charges variables, estime ainsi [la plate-forme de conseil Terragrow](#).

### **32%**

Enfin, n'oublions pas que le fioul et, surtout, le gaz, contribuent à hauteur de 32% à la consommation énergétique du logement. Bien des matériaux de construction sont aussi pétrosourcés, tout comme nombre d'équipements de la maison.

### **3 leviers de dépendance indirecte**

Encore ne s'agit-il que de dépendance directe. Car les hydrocarbures infusent indirectement dans tous les secteurs de l'économie française. Si elle est moins visible, cette dépendance indirecte est en réalité bien plus importante que la dépendance directe, révèlent les modèles macro-économiques.

La dépendance aux hydrocarbures se diffuse essentiellement par trois biais :

- les mobilités, qui permettent de tout transporter, localement et d'un bout à l'autre de la planète.
- les matières issues de la pétrochimie : sans elle, pas de plastiques, et donc pas d'emballages ou d'électronique, pas de composants automobiles, de textiles synthétiques, de produits pharmaceutiques, de cosmétiques ou encore de bitume.
- la chaleur industrielle, souvent produite par le gaz, indispensable à bien des processus de production.

### **60 à 70%**

In fine, si les hydrocarbures représentent 40% de la consommation primaire d'énergie en France, indirectement, ils représentent environ 60- 70% de l'énergie totale mobilisée pour la consommation française, si l'on prend en compte la fabrication à l'étranger des sous-produits ou des produits finis importés, ainsi que leur transport. Chaque bien ou service vendu en France a donc un « sac à dos » d'hydrocarbures non visible.

Directement et indirectement, plus de la moitié du PIB, et plus des deux tiers des emplois, dépendraient significativement des hydrocarbures, selon certaines estimations. C'est l'intensité énergétique totale de l'économie française.

Si les approvisionnements s'arrêtaient du jour au lendemain, la quasi-totalité des transports serait paralysée, les flux logistiques seraient perturbés, la moitié de l'activité industrielle impactée, et le secteur de l'agro-alimentaire grandement affecté.

## **Du pétrole dans nos assiettes**

L'exemple du secteur agro-alimentaire est à cet égard intéressant. Viande, légumes, produits laitiers, fruits, pain : tous ces produits n'arrivent dans nos assiettes que grâce à des doses non négligeables d'hydrocarbures.

« Saviez-vous que derrière une barquette de fraises se cachent trois molécules de notre quotidien ? interrogeait ainsi en décembre 2025 l'Ademe, l'agence de l'environnement, poursuivant : l'ammoniac qui fertilise les cultures, le plastique qui emballe les fruits et le chlore qui purifie l'eau qui les lave. Leur point commun : ces trois molécules sont des piliers du secteur de la chimie (...). L'ammoniac repose sur le gaz naturel, utilisé à la fois comme intrant matière et comme source d'énergie. L'éthylène est obtenu à partir du naphta, un mélange d'hydrocarbures issu de la distillation du pétrole. Le chlore, de son côté, s'appuie sur un procédé d'électrolyse qui demande beaucoup d'électricité et de vapeur. »

Cet exemple n'est pas isolé. Le système alimentaire moderne repose sur des engrais azotés fabriqués à partir de gaz, et utilise de nombreux produits de la pétrochimie : films de serre, systèmes d'irrigation, silos, bâches, filets, emballages amont, ... Les tracteurs, moissonneuses et autres pulvérisateurs fonctionnent au diesel non routier ; le chauffage, souvent au gaz, est nécessaire pour les serres et le séchage des grains ; l'alimentation animale repose beaucoup sur du soja importé -et donc de la logistique internationale-, et du maïs ; la collecte et le stockage des produits agricoles exige des silos, du froid, et du transport ; la transformation industrielle, de blé en farine puis en pain, de lait en yaourt, de porc en jambon ou de tomate en sauce, exige de la vapeur ou du froid industriel, principalement produits à partir de gaz naturel, pour cuire, stériliser, pasteuriser, ou refroidir. Il faut ensuite emballer : films alimentaires, opercules, bouteilles, barquettes, sont des sous-produits de la pétrochimie. La distribution dans les magasins met en œuvre des camions parfois frigorifiques, des entrepôts et des supermarchés qu'il faut maintenir à bonne température. Enfin, le consommateur prend souvent sa voiture pour faire ses courses, les emballe, et les stocke dans des réfrigérateurs et congélateurs. Plus les produits sont transformés, et plus cette dépendance indirecte aux hydrocarbures est, bien entendue, élevée.

**+150%**

Alors, que se passerait-il si les prix du pétrole augmentaient de 150% en un an ? Certes, le choc serait moindre qu'en 1974 : les hydrocarbures constituaient alors l'essentiel du mix énergétique français et l'industrie lourde était bien plus importante qu'actuellement. Toutefois, la persistance de prix très élevés des hydrocarbures causerait sans nul doute une récession économique très marquée dans les secteurs les plus dépendants (industrie, agriculture, pêche, logistique, etc.). Des cessations d'activité, temporaires ou définitives, seraient à attendre et le PIB pourrait diminuer. Les prix seraient poussés à la hausse, notamment dans l'énergie et l'alimentation. L'État serait contraint de mettre la main à la poche pour adoucir le choc, accentuant encore les déséquilibres des finances publiques. Reste à savoir si, comme après le premier choc pétrolier, le virage vers une économie moins dépendante aux hydrocarbures serait pris.

### **L'Allemagne en première ligne, l'Espagne plus protégée**

La dépendance, directe et indirecte, de la France aux hydrocarbures, n'est pas isolée. En Allemagne, les hydrocarbures constituent une part encore plus importante du mix énergétique ([environ 62%](#)). Et le poids de l'industrie, et notamment des industries lourdes, plus consommatrices, est plus élevé. A l'inverse, si le pétrole et le gaz contribuent à [64% à la consommation d'énergie espagnole](#), celle-ci développe rapidement les énergies renouvelables et son tissu économique se tertiarise, le rendant moins dépendant aux hydrocarbures.

On le voit, la décarbonation de l'économie est loin d'être terminée. En ces périodes de volatilité extrême des prix des hydrocarbures, il est donc primordial de s'assurer que ses clients et ses fournisseurs ont les reins assez solides pour supporter un éventuel choc pétrolier. Les analystes du groupe Intersud sont à votre disposition pour vous aider.

**Intersud**



04 91 19 02 00

**Afreco-G2C**



04 72 88 69 00

**GCI**



04 37 69 71 50